

Hollande se pose en « Président audacieux »

François Hollande s'est posé, hier en direct sur France 2 et TF1 lors de la traditionnelle interview du 14 juillet, en « président audacieux », mettant en avant son rôle face à la crise grecque et à la menace terroriste, sans pour autant dévoiler ses intentions pour 2017.

« La France a occupé toute sa place pour la Grèce »

« Je ne dis pas que c'est la France qui a gagné » mais elle a « occupé toute sa place », joué « tout son rôle » pour éviter une sortie d'Athènes de la zone euro, a affirmé le président de la République, au lendemain de l'accord européen obtenu à l'arraché à Bruxelles. Il a souligné à l'inverse « un moment d'interrogation » chez la chancelière allemande Angela Merkel qui, de son côté, a envisagé un « Grexit ». A l'offensive, M. Hollande a annoncé qu'il allait faire des propositions pour « un gouvernement économique européen » et l'instauration d'« un budget de la zone euro ».

« L'humiliation, c'eût été de chasser » la Grèce, a-t-il aussi déclaré, alors que les conditions de son maintien dans la zone euro sont extrêmement contraignantes. Selon lui, les réformes prévues doivent permettre aux Grecs de « retrouver de la croissance ». Le chef de l'État, qui a bouclé son interview en quarante-cinq minutes chrono, a souhaité aux journalistes David Pujadas et Claire Chazal, de connaître « des présidents aussi audacieux » que



Le président Hollande s'est exprimé, durant quarante-cinq minutes, lors de la traditionnelle interview du 14 juillet.

(Photo MaxPPP/Alain Jocard)

lui, insistant sur les « 40 milliards de baisse de charges pour les entreprises » du pacte de responsabilité et la mise en place d'un « nouveau dialogue social », engagés depuis 2012. Six mois après les attentats de janvier à Paris et trois semaines après celui de Saint-Quentin-Fallavier, il a assuré que l'exécutif ne baisserait pas la garde face à la menace terroriste. « Rien ne sera relâché », « nous sommes mobilisés », a-t-il dit, soulignant que « 10 000 militaires seront maintenus sur le territoire » en plus des 20 000 policiers et gendarmes.

« Un accord très important avec l'Iran »

A propos des déclarations controversées de son Premier ministre, Manuel Valls, qui avait parlé fin juin une « guerre de civilisation » contre l'islamisme radical, M. Hollande a nuancé, soulignant « nous sommes face à des groupes qui veulent met-

tre en cause les civilisations, toutes les civilisations et les premières victimes sont musulmanes ». M. Hollande a aussi estimé que l'accord « très important » conclu sur le nucléaire iranien, au terme de 21 mois de négociations, était la preuve que « décidément le monde avance ».

A 22 mois de la fin de son mandat, M. Hollande, toujours très impopulaire et sans résultats probants sur le front économique et social, a admis que même si la croissance « est là », elle est encore « trop faible » (1,2% en 2015, selon l'Insee). Sur le plan politique, à cinq mois des régionales de décembre, dernier test électoral avant la présidentielle, M. Hollande, déjà lancé dans une précampagne qui ne dit pas son nom pour 2017, s'est toutefois refusé « à annoncer quelque candidature que ce soit ».

Face aux crises internationales et aux difficultés économi-

ques, « si je pensais à l'élection présidentielle, je serais à côté du sujet », a-t-il considéré, réaffirmant qu'il entendait être jugé « sur les résultats ». « S'il n'y a pas de baisse du chômage, je ne me représenterai pas », a-t-il rappelé.

Valls ira au bout du quinquennat

Quant à son challenger Nicolas Sarkozy qui multiplie les attaques contre lui, il l'a balayé d'un revers de main : « J'ai suffisamment de sujets à traiter, celui-là n'est pas sur ma table de travail ».

Le président de la République a également assuré que Manuel Valls, « un bon Premier ministre qui a pris des engagements », avait vocation à « terminer le quinquennat » à ses côtés. M. Hollande a aussi laissé la porte ouverte à un retour des écologistes au gouvernement. En prévision de la conférence climat en décembre à Paris, « ceux qui veulent apporter leur concours sont les bienvenus et je ne vais pas faire de contrôle à l'entrée », a-t-il lancé à leur adresse.

Alors que le PS a approuvé sans surprise l'intervention présidentielle, l'opposition a critiqué un exercice d'autocélébration. « Hollande en mode autosatisfaction déconnectée des réalités », a attaqué dans un tweet l'ex-ministre Nadine Morano (Les Républicains), rejointe par Nicolas Dupont-Aignan (Debout la France) qui a critiqué « un nouvel exercice d'autocélébration de sa politique, pourtant dénuée de tout résultat ».



Par
DENIS
JEAMBAR

Cap sur 2017

François Hollande pouvait-il rêver d'un calendrier plus favorable pour sa rituelle adresse aux Français du 14 juillet ? Le sauvetage de la Grèce et l'accord sur le nucléaire iranien lui ont offert l'occasion d'enfin sortir de la posture défensive dans laquelle les médiocres résultats économiques de notre pays l'enferment depuis 3 ans. Le « moi, je » fut donc, hier, le fil conducteur de son intervention. Pas question de laisser à quiconque le mérite du compromis européen sur la Grèce. A l'entendre, il en est le principal artisan, même si cette crise s'est conclue aux conditions allemandes.

De la même manière, s'est-il placé au centre des discussions avec l'Iran qui, à l'entendre, ont obéi à ses exigences. Sans doute, le propos du chef de l'Etat sur ces deux dossiers contient-il de petits arrangements avec la vérité des rapports de force mais il est vrai qu'il a tenu sa place dans leur résolution. Il a donc voulu capitaliser à la fois sur ces évé-

« Si je n'ai pas inversé la courbe du chômage, je ne serai pas candidat »

ments et sur les réformes qu'il a engagées avec cette formule qui restera dans les annales :

« Vous en connaissiez des Présidents aussi audacieux et courageux que moi ? » Fort de cette étonnante estime de soi, François Hollande a donc ouvert en grand les portes de son avenir électoral. Certes, il a écarté d'un revers de main toute question sur la présidentielle de 2017 mais il a bel et bien posé les fondements de sa candidature. Il a répété son axiome « si je n'ai pas inversé la courbe du chômage, je ne serai pas candidat » mais il est persuadé que les chiffres finiront par s'infléchir. Et l'on peut compter sur son talent dialectique pour le démontrer. D'autant qu'il a, de toute évidence, en tête les grands axes de sa campagne. Ainsi s'est-il employé, hier, à récupérer une thématique gaulliste : il revendique une « certaine idée de la France » à l'image du fondateur de la V^e République.

Il entend aussi incarner l'Europe de demain avec de prochaines propositions pour la faire avancer dans les domaines économique, budgétaire et politique. Enfin, il promet de nouvelles réformes sur un tempo social-démocrate plus affirmé que jamais dans cette phrase choc : « l'égalité ne doit pas entraver la liberté ».

Nul doute que ce dernier slogan en fera tousser plus d'un à gauche, notamment Jean-Luc Mélançon déjà frustré de voir Alexis Tsipras capituler devant les exigences de l'Allemagne. Le cap de François Hollande semble, cependant, définitif et l'équipage en ordre de marche puisque Manuel Valls restera à Matignon jusqu'à la fin du quinquennat à la tête d'un gouvernement qui ne s'ouvrira qu'à ceux en acceptant clairement la ligne. Bref, François Hollande sera candidat en 2017, il ne l'avouera pas avant longtemps mais il ne songe désormais plus qu'à ça.

Légion d'honneur à Hulot, Rocard, Jugnot et Dabadie

Le défenseur de l'environnement Nicolas Hulot, l'ancien Premier ministre Michel Rocard, les acteurs Gérard Jugnot et Kristin Scott Thomas, le « prêtre des loubards » Guy Gilbert et la danseuse étoile Aurélie Dupont, font partie de la promotion du 14 juillet de l'Ordre national de la Légion d'honneur. Dans cette promotion de 544 personnes, publiée, hier, au Journal officiel, figurent deux grand-croix, la plus haute distinction de l'Ordre : l'une décernée à Michel Rocard (84 ans) et l'autre à la mathématicienne Yvonne Choquet-Bruhat.

A cinq mois de la conférence mondiale sur le climat (COP21), Nicolas Hulot, envoyé spécial de François Hollande pour la protection de la planète, est promu commandeur. Parmi les personnalités scientifiques



Nicolas Hulot et Michel Rocard.

(Photos AFP)

figurent le chirurgien cardiaque Alain Deloche, fondateur de la chaîne de l'espoir, cofondateur de Médecins sans frontière et de Médecins du Monde (commandeur) et Yves Lévy, le patron de l'Inserm, l'organisme public chargé des recherches sur la santé. Des personnalités engagées dans la dé-

fense des droits de l'homme sont aussi récompensées comme Geneviève Garigos, présidente d'Amnesty internationale France (chevalier) et l'avocat Michel Blum, président d'honneur de la Fédération internationale des droits de l'homme (grand officier).

Sont également décorées plusieurs personnalités de la culture et de la communication : l'écrivain et scénariste Jean-Loup Dabadie (commandeur), le chanteur Charles Dumont, qui a été le compositeur et parolier d'Edith Piaf (officier), la danseuse étoile Aurélie Dupont (chevalier) qui a fait ses adieux à l'Opéra de Paris en mai, la journaliste Laurence Haïm, correspondante à Washington des chaînes du groupe Canal+ (chevalier), et les acteurs Gérard Jugnot et Kristin Scott Thomas (officiers).